

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article2382>

RÃ©spÃ©c pou travayÃ© agrikol et pÃ©p gwadloup

- La Centrale UGTG -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 15 novembre 2018

Mis Ã© jour le : jeudi 15 novembre 2018

UGTG.org

CAMARADES, TRAVAILLEURS DU SECTEUR AGRICOLE, PEUPLE DE GUADELOUPE,

Les dÃ©clarations de M. MACRON, lors de sa visite touristique en septembre dernier et le colloque sur le Chlordecone ont comme seul objectif : nous boucher les yeux, les oreilles et la bouche en nous donnant l'Ã©impression d'Ã©tre Ã©coutÃ© et aimÃ©. En rÃ©alitÃ©, il n'Ã©en est rien. YO byen foutÃ© pa mal d'Ã©sityasyon a TravayÃ© Ã© PÃ©p Gwadeloup.

M. MACRON a parlÃ© de Ã©« reconnaissance de maladie professionnelle Ã© », mais pas pour tous les ouvriers de la banane puisqu'Ã©il fixe des niveaux d'Ã©exposition qui seront prÃ©cisÃ©es par l'Ã©ANSES et l'Ã©INSERM d'Ã©ici Mars 2019. En second lieu, il Ã©limine toute la population, elle aussi gravement touchÃ©e par le chlordÃ©cone, en dÃ©clarant qu'Ã©il serait irresponsable d'Ã©indemniser toutes les victimes.

Ainsi, ce produit interdit aux USA depuis 1977, pointÃ© du doigt au niveau international, sera interdit en France en 1990 (oÃ©1 il n'Ã©a jamais Ã©tÃ© utilisÃ©), mais autorisÃ© en Guadeloupe, Ã© titre d'Ã©rogatoire, jusqu'Ã©en 1993. MAIS AUTORISÃ© PAR QUI ?

Par l'Ã©Etat lui-mÃ©me. La mise sur le marchÃ© du chlordÃ©cone est une faute de l'Ã©Etat qui engage sa responsabilitÃ© vis-Ã©-vis de TOUS LES TRAVAILLEURS et de TOUTE LA POPULATION.

Ce n'Ã©est donc ni Ã© l'Ã©ANSES, ni Ã© l'Ã©INSERM, organismes d'Ã©tat d'Ã©pendant du pouvoir politique, de dÃ©terminer les responsabilitÃ©s.

M. MACRON se donne un air Ã©« gÃ©nÃ©reux Ã© » en proposant la reconnaissance comme Ã©« maladie professionnelle Ã© » pour certains salariÃ©s. Ce qu'Ã©il oublie volontairement de dire, c'Ã©est que le chlordÃ©cone ne relÃ©ve pas de l'Ã©exposition Ã© un risque mÃ©connu, mais de la dÃ©cision de l'Ã©Etat d'Ã©autoriser un poison en toutes connaissances de cause. Il y a donc une faute de l'Ã©Etat.

L'Ã©Etat doit indemniser tous les salariÃ©s et toute la population. Ce n'Ã©est pas Ã© M. MACRON de dÃ©finir qui sera indemnisÃ© et qui ne le sera pas.

Quelques jours plus tard, nous avons tous eu l'Ã©occasion d'Ã©entendre PrÃ©fet, Avocat, Employeur, Fonctionnaire de la DIECCTE sur la question du paiement des salaires en cas de cyclone. Nous avons mÃ©me vu des employeurs forcer les salariÃ©s Ã© travailler en leur faisant un chantage sur leur salaire.

Travailleurs, Camarades, le passage d'Ã©un cyclone est souvent interprÃ©tÃ© comme un cas de force majeure. Toutefois, il convient d'Ã©analyser les conditions :

Ã©« La force majeure dÃ©signe un Ã©vÃ©nement Ã© la fois imprÃ©vu, insurmontable et indÃ©pendant de la volontÃ© d'une personne. Juridiquement, la force majeure est susceptible de dÃ©gager une personne de sa responsabilitÃ© ou de la dÃ©lier de ses engagements contractuels. Ã© »

C'Ã©est derriÃ©re ces principes que se cachent Employeurs, Avocats et Services de l'Ã©Etat pour arnaquer les travailleurs. En vÃ©ritÃ©, le passage du cyclone n'Ã©est pas si imprÃ©visible qu'Ã©il n'Ã©y paraÃ©t car :

1 ? - Chaque année les autorités annoncent l ouverture de la saison cyclonique ;

2 ? - Chaque année les services de l Etat et de la Météo diffusent les prévisions et les messages d alertes ;

3 ? - L alerte ROUGE précise :  « Tous les établissements publics et privés doivent être fermés avec mise en œuvre de toutes les mesures de protection en libérant les personnels   ».

Cela veut donc dire que le passage d un cyclone est un  v nement connu par tous et organisé dans un cadre r glementaire. On ne peut donc l interpr ter comme étant un  v nement soudain et imprévisible. NON !!!

En vérité, Employeurs et Etat veulent faire payer aux travailleurs le passage des cyclones et les pousser   travailler même en cas de cyclone. C est un inadmissible chantage !!! Chantage d autant plus vrai, qu il n y a en Guadeloupe, exception faite de la filière canne sucre rhum, aucune organisation professionnelle d employeurs habilitée   négocier en branche. Et pourtant, leurs représentants sont régulièrement re sus par le Préfet, les ministères, etc ! Et portant, leurs mandants re soivent aides régionales, aides européennes, défiscalisation, etc !..7

Dans la filière canne-Sucre-Rhum. Outre les traditionnelles Négociations Annuelles Obligatoires qui approchent, où! le patronat joue la montre et le pourrissement afin d opposer planteurs et syndicats ouvriers, la situation reste délicate. En effet, la famille DESPOINTES, propriétaires de près de 1000 hectares de terres vient d annoncer la Direction de Gardel, sa volont  de ne pas reconduire le bail de l usinier sur ces parcelles qui représente 10% des cannes broyées par l unit  sucrière mais surtout, ce sont plus d une soixantaine de travailleurs qui sont menacés de licenciement

L UGTG invite l ensemble des travailleurs et singulièrement ceux qui travaillent sur les exploitations agricoles   s opposer   toutes retenues sur salaires,   toutes retenues de jours de congés et   toutes récupérations d heures dans le cadre des   jours non travaillés en cas de cyclone   » et   ne négocier aucun dispositif allant en ce sens.

Aujourd hui, les patrons considèrent qu ils ont en mains un permis de licencier qui leur donnent un droit de vie et de mort sur les travailleurs. Sans vergogne, ils ont le pouvoir de détruire la vie de femmes et d hommes qui travaillent pour gagner leur vie et nourrir leurs enfants.

C est une véritable guerre contre les Travailleurs, contre les libertés syndicales, contre la vie.

Le patronat, soutenu par l Etat, s attaque   tous les acquis sociaux des Travailleurs et des larges masses en refusant toute négociation collective en branche professionnelle, en remettant en cause les accords collectifs, en pi tinant l Accord BINO et en d tricotant le Code du Travail.

CAMARADES, TRAVAILLEURSDUMONDEAGRICOLE !

FO BARE VAN A PWOFITAN   TRAVAYE FO NOU DOUBOUT !

[-] POUR LA DEFENSE DE TOUS NOS DROITS.

[-] POUR L OUVERTURE DE VERITABLES NEGOCIATIONS COLLECTIVES
(SALAIRES, CONDITIONS DE TRAVAIL, DUREE DU TRAVAIL, CONGES, PENIBILITE, FORMATION,

PREVOYANCE, RETRAITE, ETCâEuros!) DANS TOUTES LES FILIERES AGRICOLES.

[-] POUR LâEuros"APPLICATION DE LâEuros"ACCORD BINO DANS TOUTES LES ENTREPRISES AGRICOLES.

[-] POUR LA RECONNAISSANCE ET LâEuros"INDEMNISATION DE TOUS LES TRAVAILLEURS ET DE TOUTE LA POPULATION CONTAMINES AU CHLORDECONE.